

MISE A JOUR PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE 2018

ADDENDUM

SEPTEMBRE 2018



NIGER









MISE À JOUR PRH 2018 : EN UN COUP D'OEIL

Le Niger continue d'être confronté aux besoins récurrents et chroniques tels que la malnutrition, l'insécurité alimentaire, les épidémies et les inondations, ainsi qu'au conflit lié à Boko haram. La modalité de réponse et les trois objectifs stratégiques restent inchangés.

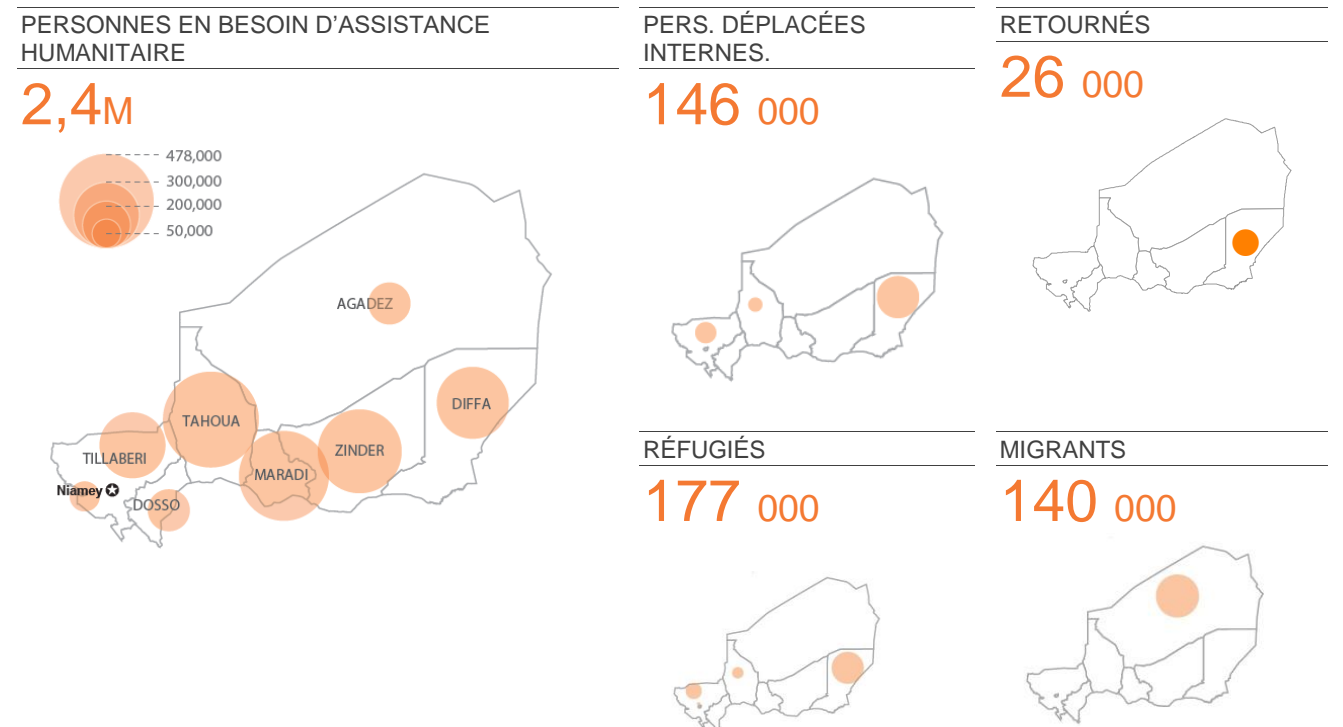
Pour les régions de Tillabéry et de Tahoua, le contexte actuel ne nécessite pas une révision. Des évaluations plus poussées au niveau des secteurs prioritaires sont faites. Les dégradations accentuées enregistrées ont fait l'objet de suivi et de financement à travers d'autres mécanismes pour assister les personnes déplacées à l'intérieur du pays (Mécanisme de réponse rapide (RRM), Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) etc.). Le plan de contingence intersectoriel y relatif sera activé en vue d'une réponse initiale appropriée.

Le nombre de personnes dans le besoin connaît une légère augmentation tandis que celui des personnes ciblées n'a pas évolué.

Le budget global après la présente mise à jour a connu une légère baisse, particulièrement celui spécifique à Diffa.

NATIONAL		DIFFA	
PERS. DANS LE BESOIN  2,4M 2, 3M	BUDGET RÉVISÉ (US\$)  336M 338 M	PERS. DANS LE BESOIN  419K 419k	BUDGET RÉVISÉ (US\$)  166M 168 M
PERSONNES CIBLÉES  1,8M 1,8 M	FINANCÉ (US\$)  140¹M	PERSONNES CIBLÉES  419K 419K	FINANCÉ (US\$)  21 M

(*) : National comprend Diffa et le reste du pays.
 (**) besoins, cibles et budgets initiaux PRH 2018



¹ À la date du 24 septembre 2018

I. ÉVOLUTION DU CONTEXTE ET DES CRISES

Le Niger fait face à une crise sécuritaire sans précédent dans la région de Diffa, zone d'opération des combattants de Boko Haram, ainsi que dans certains départements des régions de Tahoua et Tillabéry affectés par les incursions répétées de groupes armés en provenance du nord du Mali. L'insécurité à Diffa, Tillabéry et Tahoua entraîne d'importants mouvements de populations et rend l'accès humanitaire à certaines zones très difficile.

Cette année, la communauté humanitaire estime que 2,4 millions de Nigériens sur une population de 21 millions (10%) auront besoin d'une assistance humanitaire, soit une hausse de 145 000 personnes par rapport à janvier 2018. La période de soudure qui est en cours et les inondations récurrentes ont eu pour effet d'accroître la vulnérabilité des populations.

Quoiqu'une attention particulière devra être portée aux régions de Tillabéry et Tahoua, qui sont confrontées depuis avril 2018 à une recrudescence des conflits intercommunautaires, la stratégie du plan de réponse humanitaire 2018 ne change pas. Une légère mise à jour est proposée en tenant compte des nouveaux besoins liés à la situation de crise sécuritaire, de la réponse fournie actuellement, de l'actualisation du nombre de personnes ciblées et de la contribution des autres acteurs.

Ainsi, nous retiendrons que la stratégie du PRH 2018 ne change pas. Les cinq crises, les modalités de réponse et les objectifs stratégiques restent les mêmes. Le nombre global de personnes dans le besoin d'une assistance à des degrés divers, passe de 2,3 millions à 2,4 millions dont 1,8 million en insécurité alimentaire, secteur dans lequel la situation s'est dégradée, selon les données révisées de la rencontre technique sur la réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) du 23 au 25 avril 2018, à Dosso.

LES CINQ CRISES ET LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS

3

Pour mener à bien cette mise à jour, la procédure suivie par les clusters a été définie comme suit :

- Faire l'analyse des différentes crises définies dans le PRH, et voir s'il y a eu des changements significatifs qui sont de nature à affecter la réponse actuelle.
- Ressortir et évaluer les nouveaux besoins susceptibles d'affecter la réponse en cours au niveau d'un ou de plusieurs secteurs ou du fait de facteurs endogènes et exogènes liés à l'occurrence de plusieurs crises et après une analyse appropriée de l'aperçu des besoins humanitaires globaux.
- Faire le mapping des évaluations des besoins éventuellement réalisées depuis le dernier Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO).
- Mettre à jour le nombre de personnes dans le besoin et les cibles (selon le tableau finalisé pour le HNO et PRH 2018).
- Revoir les projets dans chaque secteur pour opérer une mise à jour conséquente des activités en rapport avec leur « timing » y compris au niveau des besoins financiers pour la réalisation desdites activités.

1. Les Mouvements de populations

- Depuis janvier 2018, on assiste à des déplacements forcés de populations dans deux autres régions du pays en plus de Diffa, qui compte déjà **249 813 personnes déplacées** (DREC juillet 2018). Ces déplacements ont comme principales causes, des chocs (attaques armées et pillages, conflits interethniques) mais également des déplacements préventifs :
 - Près de **42 000** nouveaux déplacés dans les régions de Tillabéry et de Tahoua, dont une majorité de personnes déplacées internes.
 - **Tillabéry** : le nombre de personnes déplacées est passé de **540** en janvier 2018 à plus de **32 000** en fin août 2018 en raison des attaques des groupes armés non étatiques en provenance du Mali et de

la recrudescence, depuis avril 2018, des conflits intercommunautaires, avec un risque élevé d'extension géographique.

- Près de **60%** des personnes poussées à se déplacer sont des enfants.
- La protection des civils, notamment des femmes et des filles, est plus que jamais un besoin urgent, tenant en compte également du milieu très militarisé et difficile d'accès.
- Les personnes déplacées ont des besoins humanitaires urgents dans presque tous les secteurs. L'organisation de la réponse humanitaire est compliquée par l'inaccessibilité de certaines zones de Tillabéry et Tahoua (due à l'insécurité mais aussi aux inondations lors de la saison des pluies), notamment à Inatès, Ayorou, Abala, Banibangou et l'ensemble de la bande frontalière avec le Mali.
- Besoin de renforcement de l'aide humanitaire aux personnes déplacées dans les zones d'Inatès, Abala et Tiloa (Tillabéry), ainsi qu'à Tillia (Tahoua).
- Peu d'ONG pour mettre en œuvre des activités de PE dans les régions de Tillabéry et Tahoua.
- Des nouvelles dynamiques de déplacements (augmentation des déplacements préventifs, déplacements secondaires et tertiaire, regroupement par ethnie accentué etc)
- Besoin de renforcer la réponse de la cohésion sociale suite à la recrudescence des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans les communes de Chetimari et Goudoumaria Recrudescence des attaques de Boko Haram dans la région de Diffa entraînant des incidents de protection sur la population civile et le mouvement de déplacement préventif affectant les femmes et les enfants
- Besoin de renforcer les programme d'éducation aux risques des mines et engins on explosifs dans les Zones affectées par les attaques à répétition de Boko Haram (Bosso, Toumour et N'guigmi,) afin de protéger les enfants et les femmes les plus vulnérables en accédant aux services sociaux et moyens de subsistance en toute sécurité.

2. Insécurité alimentaire et déficit fourrager

- Le chiffre **1,4 million** de personnes dans le besoin pendant la période de soudure de juin à août 2018 est réévalué à **1,6 million** en raison de la hausse des prix des céréales et de la crise pastorale.
- **175 zones** extrêmement et moyennement vulnérables, contre **162** en novembre 2017 (réunion de réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale de Dosso d'avril 2018) ;
- Un **déficit fourrager** global de près de **11 millions de tonnes** de matière sèche, soit 41% des besoins. Le déficit combiné des régions de Diffa, Tahoua et Tillabéry représente près de 60% du déficit fourrager global ;
- La compétition pour les ressources pourrait attiser les tensions intercommunautaires, notamment celles entre agriculteurs et éleveurs à l'approche de l'hivernage. La succession de plusieurs années de déficits fourragers significatifs a donné lieu à de fortes concentrations d'animaux dans les enclaves pastorales toujours pourvues en pâturage et en eau, ce qui a mené à un épuisement de la biomasse fourragère et au tarissement des eaux de surface ;
- La fermeture des marchés dans plusieurs départements affectés par l'état d'urgence à Diffa, Tillabéry et Tahoua a pour effet d'aggraver la vulnérabilité des populations et d'augmenter subséquemment les besoins en appui alimentaire.

3. Malnutrition:

- **1,7 million** de personnes ont besoin d'une assistance nutritionnelle. Le nombre de cas de malnutrition avait été estimé en augmentation par rapport à 2017 (aussi à cause d'une croissance démographique forte). La malnutrition (sous toutes ces formes) reste un problème chronique persistant au Niger. Les régions présentant les prévalences de malnutrition aiguë globale et sévère les plus élevées (prévalences supérieures à la moyenne nationale de 10.3% et 2% respectivement) sont celles de Diffa, Zinder, Maradi et Agadez. Cependant, les régions de Zinder, Maradi et Tahoua enregistrent le plus grand nombre d'admissions dans les centres de réhabilitation nutritionnelle intégrés au système de santé, rassemblant à elles trois 76% des admissions nationales annuelles.
- Le contexte du premier semestre 2018 a été marqué par de nombreux facteurs aggravant une situation nutritionnelle déjà préoccupante. Ces facteurs aggravants incluaient une soudure pastorale prononcée, une recrudescence de déplacements de populations ainsi qu'une grève généralisée des agents de santé contractuels.
- Cependant, l'évolution du contexte national et celui de la région de Diffa restent tout de même dans le cadre de ce qui avait été planifié et initialement inscrit dans le PRH 2018. Ainsi, pour cette revue à mi-parcours les besoins, les cibles, les orientations stratégiques et les principales activités pour le secteur de la Nutrition restent telles qu'anticipées dans le HNO/PRH 2018.

4. Santé:

- Au cours de l'année, le Niger a connu une épidémie de méningite avec un total de 1 424 cas et 110 décès en 2018, contre 3 376 cas dont 219 décès en 2017. L'épidémie est restée dans les prévisions et cela n'a pas changé le contexte car était attendu.
- C'est aussi le cas de la survenue de l'épidémie de choléra en juillet 2018 et qui est toujours en cours à l'heure actuelle. Au mois de juillet 2018, 499 cas dont 8 décès ont été notifiés.
- Ainsi donc, à ce jour, les deux évènements qui ont apparus depuis l'élaboration du HNO 2018, ne nécessitent pas un quelconque changement du HNO car ils sont déjà pris en compte aussi bien sur la probabilité de survenir que sur le nombre de cas attendus.

5. Inondations :

- Au cours de l'année, les intempéries ont affecté 208 416 personnes et causé 45 pertes en vie humaine ; 17 389 maisons se sont effondrées ; près de 32 034 têtes de petits ruminants et 1 904 têtes de gros ruminants perdues et 7 836 ha d'aires cultivables ensevelis.
- En 2017, à la même période, les inondations avaient touché 206 513 personnes dont 56 morts et 12 000 maisons effondrées ; 16 000 animaux perdus et 9 804 ha de terres cultivables détruits. Ce chiffre inclut le bilan des inondations pluviales (130 367 personnes touchées) et celui des inondations fluviales (76 146 personnes touchées), montrant que les inondations ont touché davantage de personnes en 2018 qu'en 2017.
- Selon la Cellule de gestion de la crise sur les inondations, la réponse reste faible. D'importants besoins ne sont pas couverts dans tous les secteurs. Par rapport aux besoins requis, le gap approche 50% pour l'assistance en céréales, 70% pour les biens non alimentaires (NFI) et dépasse 80% pour les abris.
- Les prévisions du plan de contingence sont largement dépassées. Selon sa dernière mise à jour, les inondations de cette année devaient affecter environ 170 000 personnes² vivant dans les zones inondables.

² Source : Plan national de contingence inondations

QUELQUES RÉALISATIONS A MI-PAROURS (RESPONSE PLANNING AND MONITORING -RPM)

CLUSTER	INDICATEUR	UNITE	DANS LE BESOIN	CIBLE	ATTEINT
Abris/NFI	Nombre de ménages vulnérables affectés par le conflit ayant bénéficié d'une assistance en bien non alimentaire (BNA)	Ménages	25 784	13 952	7 381
Abris/NFI	Nombre de ménages vulnérable victimes de catastrophes ayant bénéficié d'une assistance en bien non alimentaire (BNA)	Ménages	21 556	17 244	7 828
Abris/NFI	Nombre de ménages vulnérable victimes des catastrophes ayant bénéficié d'une assistance en abris d'urgence	Ménages	21 556	12 300	6 673
Abris/NFI	Nombre de ménages vulnérable affectés par le conflit ayant bénéficié d'une assistance en abris	Ménages	25 784	18 330	5 886
Education	Nombre de garçons et filles (3 à 17 ans) qui reçoivent la ration planifiée d'un repas scolaire ou un snack au moins pendant 80% des jours d'école	Enfants		185 478	47 170
Education	Nombre de garçons et filles (3 à 17 ans) affectés par la crise qui ont accès à l'éducation	Enfants		80 398	2 577
Education	Nombre de garçons et filles (3 à 17 ans) affectés par la crise qui assistent à l'éducation dans une salle de classe où l'enseignant a été formé à l'appui psycho-social	Enfants		80 398	10 660
Nutrition	Nouvelles admissions MAM	Femmes enceintes	303 757	171150	28 873
Nutrition	Nouvelles admissions MAM	Enfants	922 656	498 750	76 539
Nutrition	Nouvelles admissions MAS	Enfants	380 166	380 166	159 203
Santé	Nombre de districts sanitaires hotspots disposant de kits contre les maladies diarrhéiques	Districts		14	14
Santé	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié dans les structures sanitaires	Pourcentage		60	39
Santé	Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans vaccinés contre la rougeole dans les districts soutenus par les membres du cluster santé (couverture vaccinale)	Pourcentage		95	23
EHA	Nombre de personnes affectées ayant accédé à de l'eau potable temporairement pour répondre à leur(s) vulnérabilité(s) (au moins 7,5L/pers/Jr)	Personnes	15 000	15 000	17 266

EHA	Nombre de personnes affectées ayant accédé à de l'eau potable durablement pour répondre à leur(s) vulnérabilité(s) (au moins 15L/pers/j)	Personnes	170 098	170 098	10 751
EHA	Nombre de personnes affectées ayant accédé à un assainissement adéquat pour répondre à leur(s) vulnérabilité(s)	Personnes		167 050	12 499
Protection	Nombre de personnes atteints avec les activités de sensibilisation sur la protection	Personnes	424 006	424 006	263 240
Protection	Nombre de mécanismes communautaires mis en place	Mécanismes	238	147	145
Protection	# des personnes formés sur les sujets liés à la protection	Personnes	5 000	3 000	5 851
S/Cluster Protection de l'Enfant	# d'enfants ayant bénéficié des activités socio-récréatives et de soutien psychosocial à travers les espaces amis d'enfants/espaces sécurisés (par sexe, statut et age)	Enfants		34 496	24 504
S/Cluster Protection de l'Enfant	# d'enfants séparés bénéficiant d'une prise en charge provisoire et d'un suivi individuel (par sexe, statut et age)	Enfants		1 027	264
S/Cluster Protection de l'Enfant	# d'enfants non accompagnés réunifiés avec leurs parents ou famille (par sexe, statut et age)	Enfants		305	88
S/Cluster VBG	Nombre de personnes survivantes atteintes avec des services de soutien psychosocial	Personnes	32 551	22 000	9984
S/Cluster VBG	Nombre de personnes survivantes atteintes avec des services de santé (médicaux et santé mentale)	Personnes	4 884	2 700	17
S/Cluster VBG	Nombre de personnes atteints avec les activités de sensibilisation sur les VBG et l'ESA	Personnes	169 269	65 000	12777
Multi-secteur	# de ménages de réfugiés touchés par le conflit ayant bénéficié d'une assistance en matière d'abris d'urgence	Ménages		7 000	1253
Multi-secteur	Nombre des réfugiés enregistrés individuellement	Personnes		108 470	115218
Multi-secteur	Nombre d'enfants non accompagnés identifiés et pris en charge (suivis ou placés dans des centres de soins provisoires/alternatifs)	Nombre		50	56

III. CHANGEMENTS DES BESOINS, CIBLE ET BUDGET

Les changements intervenus dans cette mise à jour du PRH 2018 portent globalement sur les besoins et les budgets (Éducation, Sécurité alimentaire et WASH). La cible est revue à la baisse pour le secteur de l'Éducation. Pour les autres secteurs, les besoins et la cible restent inchangés

L'augmentation de 6 % des besoins est liée à la persistance de la crise sécuritaire, à la crise agropastorale, et à l'entame de la période de soudure, etc.

La légère baisse de 0,6% de la cible globale (hormis pour la sécurité alimentaire) est consécutive aux réalisations à mi-parcours, à la diminution du nombre des personnes déplacées selon la DREC, aux financements hors PRH déjà mobilisés et aux efforts des partenaires techniques et financiers dans les secteurs Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), Éducation et Nutrition.

Avec la diminution de la cible, le budget global connaît une légère baisse de 0,8 %. Cette diminution est essentiellement due à la suppression de quatre projets du secteur Éducation dans OPS pour non financement.

Dans son Plan de Réponse Humanitaire (PRH) 2018, la communauté humanitaire au Niger avait estimé que plus de 2,3 millions de personnes vulnérables auraient besoin d'assistance humanitaire au cours de l'année. Pour cette mise à jour, l'évolution de la situation, marquée par l'émergence de crises multiples surtout dans les régions de Tahoua, Tillabéry et Diffa, a poussé la communauté humanitaire à réévaluer le contexte et les besoins pour mettre à jour ce plan de réponse.

Les trois objectifs stratégiques visés à travers le PRH 2017 restent les mêmes à savoir :

- Renforcer la protection de la population civile vulnérable dans les zones d'intervention humanitaire
- Sauver et préserver la vie des populations, en réduisant la morbidité et la mortalité au sein des populations cibles
- Améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables et restaurer leurs moyens de subsistance

La communauté humanitaire estime aujourd'hui que **2 441 818** personnes dont **419 405** à Diffa, auront des besoins humanitaires dans au moins un des secteurs.

Bien qu'un dynamisme dans le contexte soit observé, les besoins, la cible et le budget restent inchangés pour les clusters Protection, Abris/NFI, Santé et Nutrition. Cependant, on observe quelques changements pour l'éducation, l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (EHA), et la Sécurité alimentaire bien qu'ils n'impactent pas profondément les budgets. Ces changements sont dus au contexte marqué par la crise pastorale, la hausse des prix des céréales et la dégradation de la situation humanitaire dans la zone frontalière du Mali.

Il est important de souligner que pour certains clusters, les financements hors PRH ont permis d'obtenir de bons résultats au cours du premier semestre 2018, notamment pour la gestion de la crise à Tillabéry et Tahoua, du caractère transversal de la protection, de la distribution des vivres dans les écoles d'urgence, etc.

Le Plan de Réponse Humanitaire 2018 mis à jour cible environ 1,8 million de personnes, soit 72 % de la population dans le besoin, dont 419 000 à Diffa, soit 100% de la population dans le besoin. Comme pour les personnes dans le besoin, le nombre total de personnes ciblées représente le maximum de personnes ciblées par région dans au moins un des sept secteurs retenus (Sécurité alimentaire, Nutrition, Santé, EHA, Protection, Abris/NFI et Éducation). Il n'est pas exclu que des groupes de population aient besoin d'assistance dans plusieurs secteurs et soient donc pris en compte dans les estimations sectorielles.

Pour cette mise à jour, **163** projets sont postés dans OPS (Online Project System) pour un montant global de **336 millions de dollars**, soit une diminution de **0,8 %** du budget initial du PRH 2018. Parmi ces projets, **112** concernent la région de Diffa soit **65 %** du nombre total des projets, pour un montant de **142 millions de dollars**. Un nouveau projet a été introduit dans le secteur EHA, 98 projets dans l'ensemble n'ont pas connu de modifications contre 22 projets où des réajustements ont été opérés soit à la baisse soit à la hausse (EHA,) et 4 projets du secteur Éducation ont été réduits pour les raisons déjà évoquées plus haut.

Tableau récapitulatif de la mise à jour du PRH au niveau national (août 2018)

Secteur	Besoin initial	Besoin révisé	Cible initiale	Cible révisée	Budget initial \$	Budget révisé \$	Tendance
Éducation	325 014	349 281	185 478	185 478	8,000,000	4,517,997	Baisse
NFI/Abri	331 381	337 120	249 017	249 017	16,631,116	16,631,116	
Nutrition	1 750 820	1 750 820	1 194 308	1 194 308	68,924,216	68,924,216	
Santé	1 170 848	1 170 848	903 582	903 582	13,127,352	13,127,352	
Sécurité Alimentaire	1 421 690	1 827 070	710 308	842 505	150,274,540	150,274,540	
EHA	1 378 975	1 402 742	1 014 799	1 038 565	17,181,606	18,131,662	
Protection	688 952	688 952	688 952	688 952	19 965 988	19 965 988	
Multi-Sector for Refugees					32,246,906	32,246,906	
Coordination					3,673,907	3,673,907	
Logistique					8,217,113	8,217,113	
TOTAL			1 794 123	1 783 897	338,303,089	335,710,797	Baisse

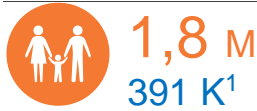
Tableau récapitulatif de la mise à jour du PRH au niveau de la région de Diffa (août 2018)

Secteur	Besoin initial	Besoin révisé	Cible initiale	Cible révisée	Budget initial \$	Budget révisé \$	Tendance
Education	114 854	103 173	80 398	80 398	3,700,000	4,124,765	
NFI/Abri	180 490	117 339	128 303	62 300	15,941,116	15,941,116	
Nutrition	100 855	100 855	82 569	82 569	5,447,717	5,447,717	
Santé	419 405	419 405	419 405	419 405	6,675,600	6,675,600	
Sécurité Alimentaire	408 367	390 691	28 7940	333 578	74,295,798	74,295,798	
WASH	280 132	280 132	27 7378	277 378	11,728,595	11,728,595	
Protection	361 986	361 986	361 986	361 986	15,944,783	15,944,783	
Multi-Sector for Refugees					32,246,906	32,246,906	
TOTAL	419 405	419 405	419 405	419 405		166,405,280	

SECURITÉ ALIMENTAIRE



PERS. DANS LE
BESOIN



PERSONNES
CIBLÉES



BUDGET (US\$)



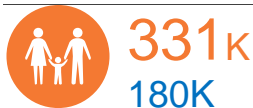
En se basant sur les différentes analyses de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris le Cadre Harmonisé, l'EVIAM, et les évaluations rapides de la situation pastorale et des marchés de février 2018, le Gouvernement et ses partenaires ont retenu le chiffre de 1,6 million de personnes en besoin d'assistance alimentaire. A cela s'ajoutent les besoins spécifiques des personnes déplacées à Tillabéry et Tahoua, des réfugiés nigériens et maliens, des retournés, des migrants ainsi que des personnes affectées par les inondations (selon les estimations du gouvernement, jusqu'à 170 000 personnes pourraient être touchées par les inondations en 2018). En 2018, le secteur continuera de suivre la vulnérabilité des populations des régions de Tahoua et Tillabéry affectées par les mesures sécuritaires. Aussi, une attention sera également portée sur les populations classifiées en Phase 2 par le Cadre Harmonisé, ou à risque dans l'EVIAM, qui pourraient, aux premiers chocs importants, basculer en insécurité alimentaire.

La région de Diffa a enregistré un bilan céréalier déficitaire d'environ 120 000 tonnes, et un déficit fourrager de plus de 2 millions de tonnes de matière sèche (TMS) en zone pastorale. La réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale de Dosso en avril 2018 a fait ressortir plus de 660 villages vulnérables, avec une population totale d'environ 315 000 personnes. Toutes les communes de la région restent classifiées extrêmement vulnérables.

D'après les résultats de cette réévaluation, plus de 660 villages où résident environ 315 000 personnes sont vulnérables à l'issue de la campagne agro-pastorale 2017/2018, et les 12 communes de la région sont classifiées comme extrêmement vulnérables. Le Plan de Soutien prévoit qu'environ 246 000 personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate et inconditionnelle. A cela s'ajoutent les 119 000 réfugiés nigériens et près de 26 000 retournés (DREC, juillet 2018).



PERS. DANS LE
BESOIN



PERSONNES
CIBLÉES



BUDGET (US\$)



ABRIS/NFI

Au niveau national, les besoins et cibles ont légèrement changé suite à la réponse déjà apportée dans la première partie de 2018 par les partenaires du groupe GTABNA et à la nouvelle situation d'insécurité dans les régions de Tahoua et Tillabéry (zone frontalière avec le Mali).

En effet, les nouveaux mouvements de populations dans les régions de Tahoua et Tillabéry ont engendré des besoins supplémentaires en abris d'urgence et bien non-alimentaires (NFI). Au vu de cette situation, le GTABNA a dû dévier certaines ressources destinées à Diffa pour venir en aide à la population affectée par cette crise.

Les besoins et cibles restent les mêmes sur la région de Diffa où il y a une situation de déplacement qui perdure, ce qui exigera seulement un renouvellement des mêmes besoins étant donné la courte durée de vie (résistance) des abris d'urgence (moins de 12 mois).

Les interventions de certains partenaires hors HRP ainsi que le financement direct d'autres partenaires d'exécution, vont certainement renforcer la capacité de réponse du groupe et permettre de couvrir le besoin et augmenter la cible si cela devait s'imposer.

¹ Les données en bleu se réfèrent à la région de Diffa

² Résultat de la réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale du DNPGC et ses partenaires de mars 2018 à Dosso

PERS. DANS LE
BESOIN**1,4M**
280KPERSONNES
CIBLÉES**1M**
277k

BUDGET (US\$)

**18M**
12M

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT



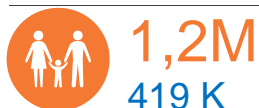
Depuis le début de l'année 2018, les mouvements de population touchent également les régions de Tillabéry et de Tahoua où la pression sur les ressources existantes, déjà très faibles, s'aggrave.

Les populations déplacées étant pour la majorité des populations nomades et pastorales, la question de l'accès aux points d'eau pour les troupeaux et de la proximité entre animaux et population humaine usagère des points d'eau est également importante et entraîne d'autres problématiques liées à l'hygiène et aux risques sanitaires. Cette situation de pression sur les ressources et infrastructures locales est à l'origine de tensions entre les communautés de la zone.

Les changements opérés ont concerné l'intégration des personnes affectées par les mouvements de population dans les régions de Tillabéry et de Tahoua dans le PRH. Ainsi, les besoins globaux eau, hygiène et assainissement (EHA) pour l'année 2018 ont connu une légère hausse, passant de 1 378 975 à 1 402 741 personnes dans les besoins d'assistance en EHA. Pour ce qui concerne les cibles, elles passent de 1 014 799 à 1 038 565 personnes.

Pour ce qui concerne le budget, la principale modification a concerné l'intégration d'une fiche de projet par UNICEF concernant les régions de Tillabéry et Tahoua et qui est déjà financée à travers les fonds CERF et RR. Le budget global du secteur EHA passe ainsi de 17 181 606 à 18 131 662 millions de dollars.

Aucun changement apporté en ce qui concerne la crise du bassin du Lac Tchad.

PERS. DANS LE
BESOINPERSONNES
CIBLÉES

BUDGET (US\$)

**SANTÉ**

Le nombre de personnes ayant des besoins humanitaires en santé est globalement resté inchangé par rapport aux besoins humanitaires en santé estimés pour 2018. En ce qui concerne le risque d'épidémie, au cours de l'année 2018, le Niger a connu des épidémies de méningite, de rougeole et de choléra. L'épidémie de méningite a affecté le district de Keita dans la région de Tahoua. L'épidémie de choléra est survenue dans les districts de Madarounfa, Maradi et Guidam Roumji dans la région de Maradi. Enfin, l'épidémie de rougeole a affecté 19 districts repartis dans six régions : Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua et Zinder. Le plan de réponse humanitaire 2018 avait prévu la survenue de toutes ces épidémies d'autant plus que le Niger est situé dans la ceinture à méningite et que les districts de Madarounfa et Maradi sont considérés comme des "portes d'entrée" (hotspots) du choléra au Niger. Ainsi, aucun changement des besoins cibles et budget ne s'imposent à ce jour.

En dehors des épidémies, le Niger a connu des inondations. La survenue de toutes ces situations d'urgence a été anticipée dans le plan en cours et ce, dans la fourchette des besoins déjà ciblés.

Au cours du deuxième semestre, le secteur santé continuera de suivre la vulnérabilité des populations des régions de Tahoua et Tillabéry affectées par les situations d'insécurité à la frontière avec le Mali. Notre attention sera particulièrement adressée à la réévaluation et la mise à jour des chiffres des déplacés internes et des personnes vulnérables dans ces régions, en collaboration avec les autres secteurs, notamment la protection et les autorités en charge du recensement.

PERS. DANS LE
BESOIN689k
362 KPERSONNES
CIBLÉES689k
362k

BUDGET (US\$)

20M
15,9M

PROTECTION



Pas de changements en termes des besoins de protection susceptibles d'affecter le NCT, HNO ainsi que la cible.

En 2018, le Cluster protection contribue à la prévention et à la réduction des vulnérabilités des personnes exposées aux risques de protection les plus urgents et les plus graves dans les situations de crise humanitaire. A travers les activités du Cluster protection, 688 952 personnes seront ciblées.

Une assistance de qualité aux victimes d'incidents de protection sera assurée dans les zones prioritaires. Un environnement protecteur sera favorisé à travers le soutien aux mécanismes auto protecteurs, soutenus par un plaidoyer basé sur une analyse régulière et approfondie des risques et des tendances de protection. Un renforcement de la programmation basée sur les principes de la protection transversale dans les différents secteurs d'assistance sera appuyé par le cluster.

Les zones prioritaires sont la région de Diffa, Tillabéry et Tahoua. Un mécanisme de veille sur la situation de protection dans l'ensemble du pays sera également assuré. La protection transversale est un objectif prioritaire pour le cluster protection, à la fois en répondant aux besoins humanitaires et en assurant l'intégration de cette approche par les autres clusters.

Dans l'objectif de renforcer la redevabilité envers les populations affectées, leur implication tout au long de la mise en œuvre de la réponse humanitaire sera assurée par leur participation active lors de l'analyse des besoins et un dialogue continu avec les communautés affectées, à travers des mécanismes de plainte et de feedback accessibles et fonctionnels.

Violences basées sur le genre (VBG)

Les violences basées sur le genre se sont accrues suite aux déplacements de populations. Elles prennent des formes multiples (violences physiques, psychologiques, économiques, sexuelles), les mariages précoces et/ou forcés en font partie. Les personnes particulièrement vulnérables, telles que les enfants, les femmes, les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap, sont les plus affectées. Les personnes handicapées font face à des difficultés supplémentaires en raison de leur handicap. Elles ont particulièrement souligné leur marginalisation et le manque de services et d'aide adaptés.

La fragmentation sociale basée sur les distinctions entre sédentaires et nomades, agriculteurs et éleveurs et les rivalités inter ethniques sont aussi une source de tension historique, exacerbée par le conflit. L'accès aux ressources naturelles de plus en plus limitée est une cause de tensions sociales.

Enfin, les divisions au sein des populations soutenues par des groupes armés ont aggravé les tensions communautaires. La reconstitution des liens sociaux, la transformation des conflits et la mise en place d'une base forte pour le processus de réconciliation figurent parmi les principaux défis à relever. Le plaidoyer et le soutien technique au gouvernement pour l'intégration de la Convention de Kampala sur les déplacements internes dans la législation nigérienne constituent une priorité du cluster afin de prévenir le déplacement interne et préparer les contreparties nationales à la protection et l'assistance aux PDI. Le transfert progressif des responsabilités de coordination sectorielle aux autorités nationales se poursuivra à travers la mise en œuvre du plan de transition du Cluster protection et le renforcement de capacités des acteurs nationaux.

Protection de l'enfance

Afin d'améliorer la prévention et la réponse aux besoins de protection des enfants dans les crises humanitaires et contribuer au relèvement des communautés, le Sous Cluster protection de l'enfance (SCPE) cible 248 824 enfants et 179 009 adultes. Dans la région de Diffa, affecté par la crise du Bassin du Lac Tchad, le Sous Cluster cible 80 402 enfants et 60 562 adultes. A cause de l'insécurité dans certaines localités des régions de Tahoua et de Tillabéry, notamment dans les zones frontalières du Mali, l'état d'urgence a été déclaré par les autorités nigériennes depuis le 3 mars 2017. Quelque 158 702 enfants et 111 377 adultes sont ciblés par les activités de protection de l'enfant. Dans les régions de Zinder et d'Agadez, qui sont confrontées à la

migration des personnes vers le Maghreb, le Sous Cluster protection de l'enfant cible 9 720 enfants et 7 070 adultes. Ces enfants voyagent souvent seuls dans le désert et font des mouvements pendulaires vers l'Algérie et la Libye. Ils sont exposés à la traite des enfants, la maltraitance et l'exploitation sexuelle, ou sont soumis aux pires formes de travail des enfants et à la mendicité.

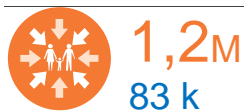
La réponse du Sous-Cluster protection de l'enfance cible les filles et garçons les plus vulnérables affectés par les différentes crises. Elle vise principalement la prise en charge temporaire et la réunification familiale des enfants non accompagnés et séparés ; le soutien psychosocial des enfants et des jeunes mères ainsi que la réinsertion communautaire, socio-économique et scolaire des enfants et jeunes. Cela exigera le renforcement des mécanismes communautaires de protection, notamment pour l'identification et le référencement systématique des incidents de protection de l'enfance ; un appui significatif au processus national d'identification civile, de documentation, de prise en charge et de suivi des enfants à besoins spécifiques ; une intensification des sensibilisations préventives sur les incidents de protection de l'enfance ; l'équipement d'espaces dédiés aux activités récréatives et psychosociales et le renforcement des capacités des volontaires communautaires. Le SCPE veillera également à assurer l'intégration de la protection de l'enfance dans le secteur de la nutrition en appuyant le soutien psychosocial au couple enfant/ accompagnant dans les centres de récupération nutritionnelle, ainsi que dans le secteur de l'éducation, par la formation des enseignants au support psychosocial et à l'éducation à la paix.



PERS. DANS LE
BESOIN



PERSONNES
CIBLÉES



BUDGET (US\$)



NUTRITION

Le contexte du premier semestre 2018 a été marqué par de nombreux facteurs aggravant une situation nutritionnelle déjà préoccupante. Ces facteurs incluaient des poches d'insécurité alimentaire liées à une soudure pastorale prononcée, une recrudescence de déplacements de populations (surtout dans le nord Tillabéry-Tahoua); situation rendue davantage complexe pour le secteur de la santé-nutrition à cause d'une grève généralisée des agents de santé contractuels, entraînant de graves perturbations dans la prestation de services de soins de santé-nutrition avec une majorité des formations sanitaires affectées n'assurant dans certain cas même plus de service minimum et donc une diminution marquée des consultations, particulièrement en début d'année. Puis vers février/mars, les admissions observées en Centre de Récupération Nutritionnelle (CREN) ont ensuite évolué à la hausse, tendance qui est généralement observée à cette période de l'année surtout dans les zones pastorales (période de soudure pastorale). Le bilan des admissions en CREN en fin de deuxième trimestre indiquait que sur l'ensemble de la période, le nombre d'admissions MAS restait très similaire à celui observé les années précédentes pour la même période.

Par contre, l'arrêt progressif du traitement de la MAM (sauf dans la région de Diffa) a engendré une diminution des admissions de cas MAM dans toutes les régions où cette composante du programme national de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigüe (PCIMA) n'était plus appuyée (manque d'approvisionnement en Aliment de Supplémentation Prêt à l'Emploi, ASPE).

Dans ce contexte préoccupant, les activités de dépistage de la malnutrition aigüe ont été intensifiées (dépistage de masse) notamment dans certains départements de la région de Diffa et certaines localités des zones nord Tillabéry-Tahoua affectées par l'état d'urgences. De plus, la couverture géographique des interventions de supplémentation préventives à la malnutrition liées aux interventions du Cluster Sécurité Alimentaire et des partenaires de la CCA du DNP-GCA ont été étendues dans les zones frontalières (nord Tillabéry-Tahoua).

De manière générale, l'évolution du contexte national et celui de la région de Diffa restent tout de même dans le cadre de ce qui avait été planifié et initialement inscrit dans le PRH 2018. Ainsi pour cette revue à mi-parcours, les besoins, les cibles, les orientations stratégiques et les principales activités pour le secteur de la Nutrition restent telles qu'anticipées dans le HNO/HRP 2018.

PERS. DANS LE
BESOIN325k
115 KPERSONNES
CIBLÉES185k
80 k

BUDGET (US\$)

4,5M
4,1 M

EDUCATION



Les crises qui impactent le secteur de l'éducation au Niger sont principalement : les inondations, le déficit fourrager et les mouvements de populations. A ces trois crises s'ajoutent les épidémies vu la faible présence des infrastructures d'eau, hygiène et assainissement en milieu scolaire. Chaque année, toutes les régions sont normalement touchées par les inondations mais l'impact est particulièrement plus important dans les régions de Diffa suivie par Tillabéry et Tahoua pour les conflits. Quant à Maradi, Agadez, et Zinder on parle plus de déficit fourrager.

Les enfants en âge scolaire (4-17 ans) présentant des besoins éducatifs au niveau du pays sont au nombre de 349 281 (50% des filles), dont 146 821 constituent la cible du pays avec 80 398 enfants (dont 50 % des filles) à Diffa et 66 423 dans le reste du pays. Cette cible nationale se répartit comme suit : 22 000 à Agadez, 80 398 à Diffa, 3000 à Dosso, 14 040 à Maradi, 15 782 à Tahoua, 12 026 à Tillabéry, 10 075 à Zinder et 500 à Niamey.

Grandes lignes de la stratégie et activités :

La réponse vise l'accès à une éducation inclusive et pertinente de qualité dans un environnement d'apprentissage sûr et protecteur pour toutes les filles et tous les garçons de 4 à 17 ans affectés par une crise humanitaire, ainsi qu'en situation de vulnérabilité.

La stratégie du Cluster Education repose sur une approche intégrée (voir liens éducation-santé-wash-protection de l'enfant-sécurité alimentaire) qui favorise une réponse holistique aux besoins éducatifs à travers le paquet classique constitué des activités suivantes :

-Déficit fourrager : Distribution de fournitures scolaires et livraison des cantines scolaires dans les écoles affectées par les abandons dues à la transhumance, formation des enseignants sur le support psycho-social et les risques des conflits et des catastrophes, élaboration des plans de préparation/réponse à la crise pastorale en particulier, sensibilisations des parents sur l'importance de l'éducation.

-Mouvements de populations/Diffa, Tahoua et Tillabéry : Mise en place et équipement des salles de classes temporaires, distribution de fournitures scolaires, formation des enseignants sur l'appui psychosocial, distribution de manuels aux enseignants et aux élèves, sensibilisations sur les thématiques transversales, mise en place de cantines scolaires, élaboration de plans de préparation et de réponse aux urgences, mise en place de mécanismes de collecte et de gestion des plaintes, appui à l'encadrement pédagogique, rapportage des incidents de protection (attaque contre les écoles, menaces sur le corps enseignant, abus sur les enfants en milieu scolaire, etc.), formations des structures de gestion des écoles (AME=Association des Mères d'Élèves, CGDES=Comité de Gestion des Écoles), etc.

-Inondations : Réhabilitation basique des salles de classes légèrement endommagées, distribution de matériels d'apprentissage, mise en place de classes temporaires, appui des écoles en matériels de construction d'urgence (bâches et cordes) pour faciliter l'aménagement des espaces d'apprentissage temporaires avec la participation communautaire, sensibilisation des sinistrés sur la protection des investissements scolaires ; sensibilisation des autorités sur le non recours aux écoles comme abris.

Le plaidoyer auprès des acteurs de développement est à renforcer pour des réponses durables (voir reconstructions des salles de classe effondrées et gravement endommagées)

-Épidémies : Sensibilisation des écoles sur les sujets « Wash in School » en vue de prévenir les risques de maladies liés au non accès/insuffisance de l'eau dans les écoles. Les ouvrages EHA seront essentiellement mis en place par les acteurs EHA en étroite collaboration avec les acteurs de l'éducation en situations d'urgences (ESU).

Les innovations adoptées par le Cluster sont essentiellement : l'usage du cash pour financer les plans d'amélioration de l'environnement scolaire, l'élaboration de plans de préparation et de réponse aux urgences (un programme pilote a été exécuté à Diffa entre juin et décembre 2017), le théâtre forum (ou théâtre pour le développement) pour les sensibilisations et l'éducation par la radio.

Enfin, les thèmes transversaux clés sont les suivants : l'environnement, le VIH Sida, les jeunes (adolescents), le genre, la protection de l'enfance, la réduction des risques des catastrophes, le soutien psychosocial, l'atténuation des conflits et les liens intersectoriels.

³ Rapport sur la situation nationale de la crise pastorale, Mai 2017, MEP-Niger

⁴ Rapport DREP Diffa Mars 2017 et Rapport mensuel de la DREP sur la situation générale des effectifs des élèves dans les écoles d'urgence

ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS

ABNA : Abris et Biens Non Alimentaires

BNA : Biens Non Alimentaires

CERF : Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires

DNPGCA : Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires

DREC : Direction Régionale de l'Etat Civil

DREP : Direction Régionale de l'Enseignement primaire

EHP : Equipe Humanitaire du Pays

EHA : Eau, Hygiène & Assainissement

ES/ ENA : Enfant Séparé/ Enfant Non Accompagné

GT : Groupe de travail

GTABNA : Groupe de travail Abris et Biens Non Alimentaires

HVE : Epidémie virale Hépatite E

HNO : Humanitarian needs overview (Aperçu des besoins humanitaires)

HRP : Humanitarian Response Plan

IDP : Internal Displaced People (personnes déplacées internes)

MAM : Malnutrition Aiguë Modérée

MAS : Malnutrition Aiguë Sévère

MEP : Ministère de l'Enseignement Primaire

MRR : Mécanisme de Réponse Rapide

NCT : Needs Comparaison Tools (l'outil de comparaison de besoins)

NFI : Non Food Items (Biens Non Alimentaires)

NUT : Nutrition

OIM : Organisation Internationale des Migrations

OPS: Online Project System

ORS: Online Reporting System

PRH : Plan de Réponse Humanitaire

RRM : Rapid Response Mechanism (Mécanisme de Réponse Rapide)

SCPE : sous-cluster protection de l'enfant

SECAL : Sécurité alimentaire

SMART : Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (Suivi et évaluations standardisées des urgences et transitions)

VBG : Violence Basées sur le Genre

WASH: Water Sanitation and Hygiene promotion (eau, hygiène & assainissement)

